

COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué de presse du 16 novembre 2006

La direction de la CSSF vient de charger Monsieur Jean-Marc Goy de la mission d'assurer la communication et les relations avec les autorités étrangères dans le domaine des fonds d'investissement établis au Luxembourg. Cette mission comporte la mise à disposition d'une information complète et actualisée sur le cadre législatif et réglementaire des fonds d'investissement. Elle comporte également des descriptions et des explications sur l'approche luxembourgeoise en la matière. Il s'agit de plus d'être prêt à répondre à des questions posées par ces autorités.

Monsieur Goy assurera également la présence active de la CSSF dans les enceintes et groupes internationaux concernant les fonds d'investissement et maintiendra des contacts réguliers avec les autorités de surveillance concernées.

Monsieur Goy sera rattaché au Directeur général en tant que conseiller du Directeur général.

STATISTIQUES

■ BANQUES

Somme des bilans des banques au 30 septembre 2006 en hausse

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 843,942 milliards au 30 septembre 2006 par rapport à EUR 824,367 milliards au 31 août 2006, soit une hausse de 2,37%.

Au 30 septembre 2006, le nombre d'employés auprès des établissements de crédit luxembourgeois était de 24 354 unités, ce qui constitue une hausse de 1,6 % par rapport au 30 juin 2006, date à laquelle l'effectif total s'élevait à 23 970 unités, et une hausse de 5,9 % par rapport au 30 septembre 2005 (22 999 unités).

Le nombre de banques inscrites sur la liste officielle au 31 octobre 2006 est resté inchangé à 154 unités.

■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Evolution positive des PSF au 30 septembre 2006

Suivant les données provisoires établies au 30 septembre 2006, la **somme des bilans** de l'ensemble des PSF (195 entreprises en activité) se chiffre à EUR 68,781 milliards contre EUR 68,426 milliards au mois précédent (198 entreprises en activité), soit une légère amélioration de 0,52 % sur une période d'un mois, et contre EUR 50,449 milliards au mois de septembre de l'année précédente (181 entreprises en activité), ce qui équivaut à une augmentation de 36,34%.

Cette augmentation substantielle de la somme des bilans des PSF entre les mois de septembre 2005 et 2006 est essentiellement attribuable à un accroissement du volume d'activité de l'entité active en matière de prêt de titres, mais résulte aussi de l'évolution positive du nombre de PSF (+ 14 entités) durant cette même période de temps.

Une ventilation de la somme des bilans au 30 septembre 2006 en fonction des différentes catégories de PSF confirme la première position de la catégorie des professionnels effectuant du prêt de titres. Suivent ensuite la catégorie de professionnels pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux, et la catégorie des professionnels effectuant des opérations de prêt.

STATISTIQUES

Le **personnel employé** auprès des PSF est passé de 8.064 unités au 30 juin 2006 à 8.458 unités au 30 septembre 2006, soit une augmentation de 394 unités au cours du troisième trimestre 2006. Cette hausse de l'effectif global des PSF est attribuable pour 31 % aux PSF nouvellement agréés au cours de la période sous revue et pour 69 % à une création d'emploi auprès des autres PSF. Concernant ces derniers, des recrutements plus importants ont pu être constatés notamment auprès d'une dizaine d'entreprises qui assument diverses tâches dans le domaine des fonds d'investissement.

Comparé au 30 septembre 2005 avec un effectif de 6.334 unités, l'emploi auprès des PSF a augmenté de 2.124 unités, soit de 34 %, sur une période de douze mois.

Le **résultat net provisoire** pour l'ensemble des 195 entreprises en activité à la fin du mois de septembre 2006 s'établit à EUR 404,23 millions contre EUR 268,18 millions au mois de juin 2006 (196 entreprises en activité), soit une progression des résultats au cours du 3^e trimestre 2006 de 50,73 %.

En effectuant une ventilation de ce résultat provisoire par catégorie de PSF au 30 septembre 2006, il apparaît que le groupe des dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers (3 entités) affiche à lui seul un résultat global de l'ordre de EUR 181,0 millions et que celui des distributeurs de parts d'OPC (31 entités) se chiffre à cette même date à EUR 104,0 millions, mettant ainsi ces deux groupes en première respectivement en deuxième position.

Vu sur une période de douze mois, le résultat net provisoire pour l'ensemble des PSF est passé de EUR 385,39 millions au 30 septembre 2005 (181 entreprises en activité) à EUR 404,23 millions au 30 septembre 2006 (195 entreprises en activité), soit en chiffres absolus, une progression de l'ordre de EUR 18,84 millions ou de 4,89 %.

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 31 octobre 2006)

Catégorie		Nombre
Entreprises d'investissement		
Commissionnaires	COM	10
Gérants de fortunes	GF	47
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	13
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	31
Preneurs ferme	PF	2
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	3
Agents de transfert et de registre	ATR	12
PSF autres que les entreprises d'investissement		
Conseillers en opérations financières	COF	12
Courtiers	COU	8
Teneurs de marché	TM	1
Personnes effectuant des opérations de change-espèces	CHES	0
Recouvrement de créances	RECO	2
Professionnels effectuant des opérations de prêt	POP	6
Professionnels effectuant du prêt de titres	PPT	1
Administrateurs de fonds communs d'épargne	AFCE	1
Domiciliataires de sociétés	DOM	50
Agents de communication à la clientèle	ACC	15
Agents administratifs du secteur financier	AA	17
Opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier	IT	35
Professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés	PCG	5

STATISTIQUES

Professionnels du secteur financier auxquels s'applique la section 1 du chapitre 2 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, à l'exclusion des catégories de PSF visées également par la section 2 du même chapitre	ART. 13	3
Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	EPT	1
TOTAL *		199

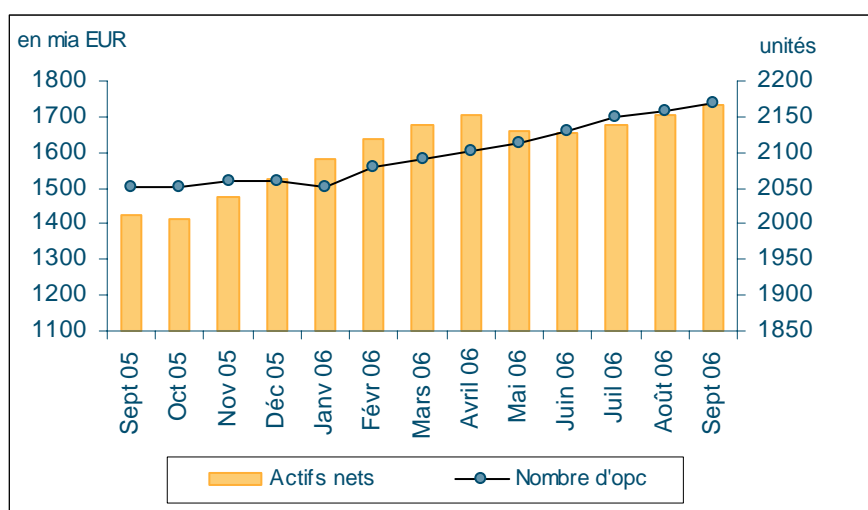
* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF A LA FIN DU MOIS DE SEPTEMBRE 2006

Au 30 septembre 2006, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 1.733,030 milliards contre EUR 1.707,406 milliards au 31 août 2006. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a augmenté de 1,50% par rapport au mois d'août 2006. Cette augmentation est principalement due à la hausse des principaux marchés boursiers, ainsi que l'afflux de nouveau capital. Pour le mois de septembre 2006, le secteur fait état d'une augmentation de 13,63% par rapport au 31 décembre 2005 où le patrimoine global net était de EUR 1.525,208 milliards. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en progression de 21,74%.

Au cours du mois de septembre 2006, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 7,936 milliards. Par rapport au 31 décembre 2005, l'investissement net en capital s'élève à EUR 186,437 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 2.170 par rapport à 2.158 le mois précédent. 1.357 opc ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 8.309 compartiments. En y ajoutant les 813 opc à structure classique, un nombre total de 9.122 unités sont actives sur la place financière.



STATISTIQUES

■ SOCIÉTÉS DE GESTION

Agrément de cinq nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La Commission de Surveillance du Secteur Financier informe que cinq nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites sur le tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif. Il s'agit des entités suivantes:

- Dynamic Asset Management Company (Luxembourg) S.A.
- Trendconcept Fund S.A.
- Etruria Fund Management Company S.A.
- Finter Fund Management Company S.A.
- Teti International Asset Management

Les sociétés de gestion sous rubrique sont actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite au retrait de la société de gestion Activest Investmentgesellschaft Luxembourg S.A., le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un Etat membre de l'Union européenne s'élève à 141 au 15 novembre 2006.

COMMUNIQUE DE PRESSE

■ COMPTE DE PROFITS ET PERTES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 30 SEPTEMBRE 2006

Communiqué de presse du 16 octobre 2006

Les chiffres provisoires des comptes de profits et pertes au 30 septembre 2006¹ confirment l'évolution positive des résultats du secteur bancaire luxembourgeois depuis le début de l'année.

Les revenus profitent largement de la croissance vigoureuse des activités bancaires. Les principaux postes de revenus, la marge d'intérêts et les commissions, affichent des taux de croissance de 10,8% et 19,3% respectivement. Cette évolution reflète celle des volumes d'activités inscrites au bilan (activités d'intermédiation) et au hors-bilan (conservation et gestion d'actifs pour compte de tiers).

La croissance des activités se répercute également au niveau des frais généraux. Leur hausse sensible de 8,3% provient essentiellement de la progression des frais de personnel qui s'explique à la fois par de nouvelles embauches et des augmentations salariales.

Les autres revenus nets contiennent deux importantes plus-values à caractère non récurrent d'une valeur totale de 904 millions d'EUR. Abstraction faite de ces effets exceptionnels, le résultat avant provisions progresse de 18,5% sur un an.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Compte de profits et pertes au 30 septembre 2006

Postes en millions d'EUR	Septembre 2005	Septembre 2006	%	% (hors produits exceptionnels)
Marge d'intérêts ²	2 812	3 116	10,8%	10,8%
Revenus de commissions	2 207	2 632	19,3%	19,3%
Autres revenus nets	801	1 800	124,7%	11,9%
Produit bancaire	5 820	7 548	29,7%	14,2%
Frais de personnel	1 319	1 468	11,3%	11,3%
Autres frais généraux	1 165	1 222	4,9%	4,9%
Frais généraux	2 484	2 690	8,3%	8,3%
Résultat avant provisions	3 336	4 858	45,6%	18,5%

¹ Les banques reprises dans l'échantillon représentent 97,5% du résultat avant provisions au 30 septembre 2005.

² Y compris dividendes perçus sur les filiales.

REGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF 06/265 concernant le projet de loi 5627 relative, entre autres, à la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers (directive « Mifid »)

La circulaire CSSF 06/265 invite les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et toute autre personne concernée par la directive « MIFID » à consulter le projet de loi n° 5627 (disponible sur le site de la Chambre des Députés www.chd.lu) afin de se familiariser avec les futures exigences, de juger dans quelle mesure ils seront concernés par elles et de prendre, le cas échéant, les dispositions d'ordre stratégique et organisationnel qui leur permettent de préparer au mieux la mise en application concrète des nouvelles exigences.

REGLEMENTATION INTERNATIONALE

« Observed range of practice in key elements of Advanced Measurement Approaches (AMA) », document publié par le Comité de Bâle

Le sous-groupe de travail AIGOR (« Accord Implementation Group's Operational Risk Subgroup ») du Comité de Bâle sur la surveillance bancaire se concentre sur les défis liés à la mise en place, à l'exécution et au suivi du cadre de gestion du risque opérationnel répondant aux exigences de Bâle II, et plus particulièrement aux approches par mesure avancées (AMA).

La gestion du risque opérationnel étant un domaine en pleine évolution, le cadre de Bâle II fournit intentionnellement un degré élevé de flexibilité aux banques souhaitant utiliser des approches par mesure avancées. Il n'est dès lors pas étonnant que la pratique qui émerge en la matière est fort diversifiée.

Dans ce contexte, le Comité de Bâle a publié en mi-octobre 2006 le document intitulé « Observed range of practice in key elements of Advanced Measurement Approaches (AMA) » élaboré à partir des diverses sources disponibles auprès des membres de l'AIGOR. Ce document décrit les pratiques spécifiques observées par rapport à certaines difficultés principales auxquelles les banques qui souhaitent appliquer l'AMA ont été confrontées. Il est subdivisé en trois parties traitant respectivement: de la gouvernance interne (« internal governance »), des données et de la modélisation/quantification. Il énonce ainsi dans chacun des trois domaines les points identifiés comme cruciaux. En outre, il se réfère pour chaque point au texte de Bâle II, les introduit dans leur contexte, soulève les divers problèmes ou questions, et conclut par les pratiques observées.

Ce document n'a pas la prétention de traiter toutes les questions et ne compare pas toutes les pratiques existantes, mais se concentre sur les questions principales dans chacun des trois domaines précités et fournit une vue transversale raisonnable des pratiques observées en ce qui concerne ces questions.

Aucun jugement concernant l'acceptabilité des pratiques décrites dans ce document n'est émis. Ainsi par exemple, le fait qu'une pratique particulière soit mentionnée dans le document ne doit pas être interprété comme une approbation de cette pratique par l'AIGOR ou par ses membres. De même, l'absence d'une pratique particulière ne peut être interprété comme étant inacceptable. Le but essentiel de ce document consiste à répertorier les questions principales et à énoncer les pratiques correspondantes observées parmi les banques AMA dans les pays membres d'AIGOR.

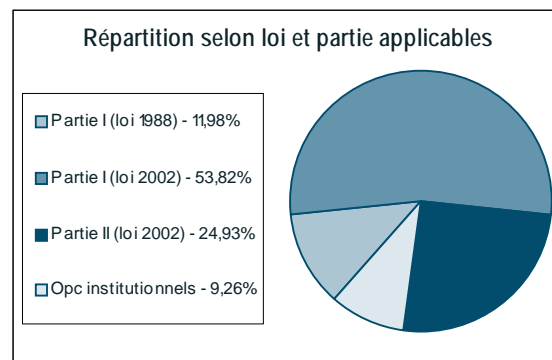
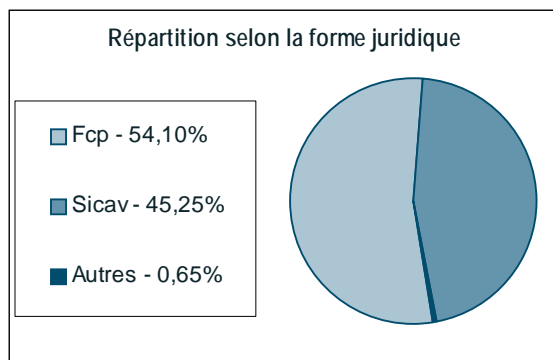
Le document peut être consulté sur le site Internet de la CSSF sous la rubrique «[Documents internationaux](#)».

STATISTIQUES OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 30 septembre 2006

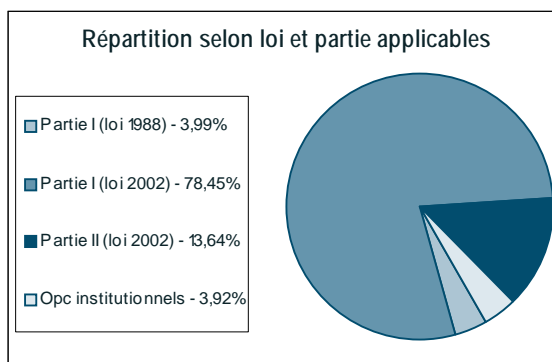
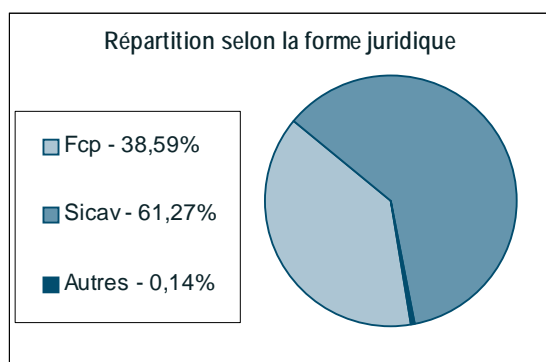
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 1988)	115	143	2	260
Partie I (loi 2002)	767	401	0	1 168
Partie II (loi 2002)	172	358	11	541
OPC institutionnels	120	80	1	201
TOTAL	1 174	982	14	2 170

■ ACTIFS NETS DES OPC



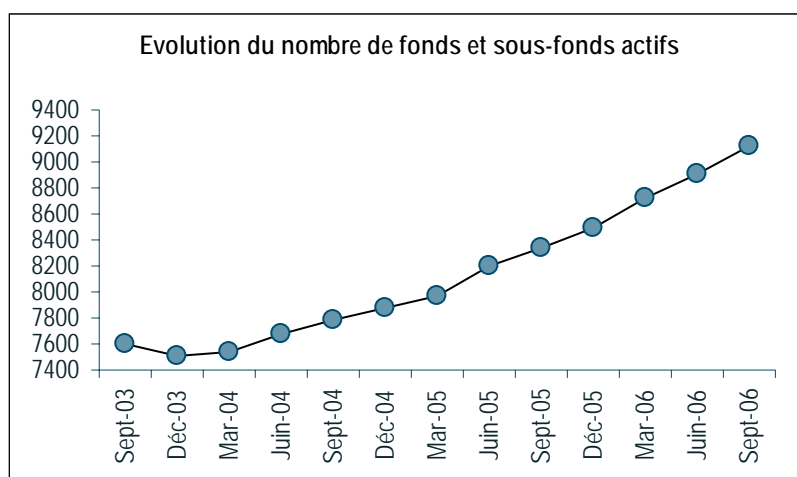
Loi, partie \ forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 1988)	39,741	29,304	0,064	69,109
Partie I (loi 2002)	489,946	869,607	0,000	1 359,553
Partie II (loi 2002)	93,960	140,048	2,348	236,356
OPC institutionnels	45,121	22,851	0,040	68,012
TOTAL	668,768	1 061,810	2,452	1 733,030

STATISTIQUES OPC

■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Suisse	329,932	19,0%
Etats-Unis	325,187	18,8%
Allemagne	285,665	16,5%
Grande-Bretagne	180,558	10,4%
Italie	171,824	9,9%
Belgique	157,072	9,1%
France	118,898	6,9%
Pays-Bas	52,101	3,0%
Suède	26,188	1,5%
Japon	26,137	1,5%
Autres	59,468	3,4%
TOTAL	1 733,030	100 %

■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	732,676
VM à revenu variable (**)	671,577
VM diversifiées (***)	151,338
Fund of funds	152,216
Liquidités	8,273
Immobilier	6,801
Futures, options, warrants	9,222
Divers (****)	0,927
TOTAL	1 733,030

(*) dont 210,477 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 2,786 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,406 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 0,272 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,295 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(****) dont 0,044 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Nouvel établissement :

Citco Bank Nederland N.V., Amsterdam (Pays-Bas), Luxembourg Branch

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

Début des activités : 8 novembre 2006

Changement de dénomination :

Swedbank (Luxembourg) S.A. en

Swedbank S.A.

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouveaux établissements :

BRINK'S SECURITY LUXEMBOURG S.A.

8, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

Agent de communication à la clientèle

Autorisation ministérielle du 19.10.2006

CARNE GLOBAL FINANCIAL SERVICES LUXEMBOURG S.A R.L.

25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de société

Autorisation ministérielle du 20.10.2006

EUROSCRIPT LUXEMBOURG S.A R.L.

55, rue de Luxembourg, L-8077 Bertrange

Agent administratif du secteur financier

Autorisation ministérielle du 19.10.2006

FUJITSU SERVICES PSF S.A R.L.

3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 20.06.2006

Elargissements de statut :

BELLATRIX INVESTMENTS S.A.

207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

ajout du statut de professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés au statut de conseiller en opérations financières

INVESTOR LUXEMBOURG S.A.

2, route de Mondorf, L-5670 Altwies

ajout du statut de courtier au statut de conseiller en opérations financières

LISTES OFFICIELLES

Changement d'adresse :

IRIS SECURITIES LUXEMBOURG S.A.

Centre Descartes – 287, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION

Nouvelles société :

FINTER FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

TETI INTERNATIONAL ASSET MANAGEMENT

5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

ETRURIA FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

291, route d'Arlon, L-2010 Luxembourg

DYNAMIC ASSET MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg

TRENDCONCEPT FUND S.A.

2, rue Heine, L-1720 Luxembourg

Retrait :

ACTIVEST INVESTMENTGESELLSCHAFT LUXEMBOURG S.A.

Fusion avec PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Changement de dénomination :

SANPAOLO IMI ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. en
EURIZON CAPITAL S.A.

Changements d'adresse :

GENERALI INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.

6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg

RBS (LUXEMBOURG) S.A.

33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES FONDS DE PENSION

Changement de dénomination :

ERNST & YOUNG-LOMBARD INTERNATIONAL PENSION SCHEME en
ERNST & YOUNG INTERNATIONAL PENSION SCHEME

■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

Changement de dénomination :

iStructure II S.A. en
DWS GO S.A.

■ LISTE DES SOCIETES D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL A RISQUE (SICAR)

Nouvelles sociétés :

ABN AMRO PPP INVESTMENTS SCA SICAR
46 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

CHINA VENTURES, S.C.A., SICAR
20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

DU TURKISH PRIVATE EQUITY OPPORTUNITIES I, S.C.A., SICAR
1, boulevard Royal, L-2016 Luxembourg

CA IMMO NEW EUROPE PROPERTY FUND S.C.A. SICAR
4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois de septembre 2006 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

- DWS GLOBAL; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- SEB PRIVATE EQUITY FUND; 6A, Circuit de la Foire Internationale; L-1347 Luxembourg
- GLOBAL PROPERTY SELECT; 8A, boulevard Joseph II; L-1840 Luxembourg
- E.ON PENSION FUND; 8A, boulevard Joseph II; L-1840 Luxembourg
- SINCRO SICAV II; 41, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- RECORD FUND; 52, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- (LF) FUND OF FUNDS; 5, rue Jean Monnet; L-2180 Luxembourg
- STABILITAS GROWTH; 1B, Parc d'activité Syrdall; L-5365 Munsbach
- IDC FLEX ZERTIFIKATEFONDS; 4, rue Thomas Edison; L-1445 Luxembourg-Strassen
- ABERDEEN EUROPEAN BALANCED PROPERTY FUND; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- UNIOPT4; 308, route d'Esch; L-1471 Luxembourg
- ABERDEEN EUROPEAN SHOPPING PROPERTY FUND; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- DEKA-OPTIRENT 12/2009; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- DEKA-COMMODITIES; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- RACE ONE; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- BI SICAV; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- RREEF; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DEKA-OPTIRENT 12/2007; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- HANDELSBANKEN SICAV II; 146, boulevard de la Pétrusse; L-2330 Luxembourg
- PARTNERS GROUP ALTERNATIVE STRATEGIES; 6A, Circuit de la Foire Internationale; L-1347 Luxembourg
- MERRILL LYNCH REAL ESTATE FUND OF FUNDS; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- ABC LEGACY FUND; 1, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- SPECIALIST INVESTMENT FUNDS (2); 26, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- BERENBERG SYSTEMATIC APPROACH; 23, rue Aldringen; L-1118 Luxembourg
- PLATINUM I SICAV; 5, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- CAPITAL INTERNATIONAL ABSOLUTE INCOME GROWER FUND; 6, route de Trèves; L-2633 Senningerberg

Retraits

- EUFI-CASH; 1, place de Metz; L-1930 Luxembourg
- EUFI-RENT; 1, place de Metz; L-1930 Luxembourg
- TMF SICAV; 46, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- MLB(S) (LUX) INTERNATIONAL PORTFOLIOS; 6, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- PREMIER FUND; 5, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- ACTIVEST GLOBALSTRATEGIE; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- ETRA GLOBAL SICAV; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- RESERVE PORTFOLIO; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- ACTIVEST LUX KEY FUND; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- ACTIVEST LUX MULTI FUND; 4, rue Alphonse Weicker; L-2721 Luxembourg
- EUROPEAN NETWORK FUND; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- AXA ALTERNATIVE OPPORTUNITIES; 8, rue de la Grève; L-1643 Luxembourg
- BERENBERG GLOBAL OPPORTUNITY 2; 23, rue Aldringen; L-1118 Luxembourg
- DWS DYNAMIC; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg

PLACE FINANCIÈRE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **154** (31 octobre 2006)

Somme de bilans : **EUR 843,942 milliards** (30 septembre 2006)

Résultat avant provisions : **EUR 5,024 milliards** (30 septembre 2006)

Emploi : **24 354 personnes** (30 septembre 2006)

Nombre d'OPC : **2 200** (15 novembre 2006)

Patrimoine global : **EUR 1 733,030 milliards** (30 septembre 2006)

Nombre de SICAR : **86** (15 novembre 2006)

Nombre de fonds de pension : **15** (31 octobre 2006)

Nombre de sociétés de gestion : **141** (15 novembre 2006)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **2 051 personnes** (30 septembre 2006)

Nombre de PSF : **199** (31 octobre 2006)

Somme de bilans : **EUR 68,781 milliards** (30 septembre 2006)

Résultat net : **EUR 404,228 millions** (30 septembre 2006)

Emploi : **8 458 personnes** (30 septembre 2006)

Nombre d'organismes de titrisation : **10** (31 octobre 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **33 298 personnes** (31 mars 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **34 048 personnes** (30 juin 2006)

Emploi total dans les établissements surveillés : **34 863 personnes** (30 septembre 2006)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu